
ASSEMBLÉE NATIONALE

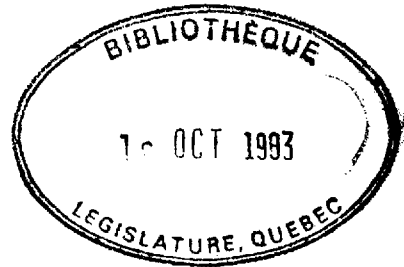
TRENTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

QUATRIÈME SESSION

Projet de loi 235 (PRIVÉ)

Loi concernant la ville de Gatineau

Première lecture



Présenté par
M. John Kehoe
Député de Chapleau

Projet de loi 235

(PRIVÉ)

Loi concernant la ville de Gatineau

ATTENDU que la ville de Gatineau a intérêt à ce que certains pouvoirs lui soient accordés;

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. L'article 56 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19) est modifié pour la ville par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«**56.** À sa première séance suivant l'élection générale, le conseil élit un conseiller comme maire suppléant pour les douze mois suivants ou jusqu'à son remplacement. ».

2. L'article 328 de cette loi est modifié pour la ville par le remplacement du premier alinéa par les suivants:

«**328.** À la première séance qui suit une élection générale et que préside le greffier, le conseil élit un de ses membres pour exercer la présidence aux séances du conseil pour les douze mois suivants ou jusqu'à son remplacement.

Pour l'élection du président, le maire a un vote prépondérant, en cas d'égalité des voix. ».

3. Le président du conseil et le maire suppléant reçoivent respectivement pour cette charge, une rémunération annuelle équivalant à cinquante pour cent du salaire d'un conseiller dont un tiers à titre d'allocation de dépenses.

4. L'article 460 de cette loi est modifié pour la ville par le remplacement du paragraphe 5 par le suivant:

«5. Pour réglementer des permis aux prêteurs sur gages, marchands d'effets d'occasion et marchands de bric à brac et les réglementer, notamment en obligeant ces personnes à la tenue de registres relatifs à leurs opérations, à la communication de ces registres, à la délivrance, dans certains délais et selon certaines formules, d'extraits de tels registres à tout officier municipal chargé de l'application du règlement, le contenu de ces extraits et la conservation des articles faisant l'objet de ces opérations.

Pour révoquer le permis sujet aux modalités prescrites par règlement, suite à tout refus par le détenteur d'obtempérer à toutes demandes ou ordonnances, sans préjudice à l'imposition de toutes amendes, pénalités et autres poursuites ou réclamations autorisées par la loi.

Pour les fins du présent paragraphe, tout marchand qui achète des métaux précieux, des pierres précieuses ou des bijoux de quelque sorte que ce soit d'une personne autre que d'un trafiquant en semblables matières est réputé être un marchand d'occasion ou de bric à brac et est soumise aux dispositions de tout règlement adopté en vertu de ce paragraphe.

Les bijoutiers ne sont cependant pas tenus au paiement des taxes ou licences spéciales imposées aux marchands de bric à brac. ».

5. L'article 460 de cette loi est modifié pour la ville par l'addition, après le paragraphe 22°, des suivants:

«23° Pour réglementer les boutiques où l'on vend ou offre en vente des marchandises à caractère érotique;

«24° Pour réglementer les salons de massage. ».

6. Aux fins des articles 1 et 2, la date de la première séance du conseil suivant l'élection générale est réputée être la date de la première séance du conseil suivant la sanction de la loi.

7. L'article 6 cesse d'avoir effet à compter de l'élection générale de 1987.

8. La présente loi a effet indépendamment des dispositions des articles 2 et 7 à 15 de la Loi constitutionnelle de 1982 (annexe B de la Loi sur le Canada, chapitre 11 du recueil des lois du Parlement du Royaume-Uni pour l'année 1982).

9. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.